



Rédaction-Administration:
19-21 Rue Diderot LENS (P-de-C) Tél. 628
G.G.P. Joseph SAUTY Lille 558-22

Abonnements: (Nord-P.-de-C.) 150 frs,
1 an (Autres Départ.) 160 frs,
6 mois: 80 frs.

L'ECHO des Mines

Organe des Fédérations des Syndicats Chrétiens Ouvriers et Employés des Mines

Autre Chose !

A H bien oui, le stade des discussions de principes est dépassé, il faut maintenant donner aux mineurs la possibilité de constater que la nationalisation des houillères est « AUTRE CHOSE » que ce qui a été fait jusqu'à ce jour. C'est la conclusion logique que chacun peut tirer après lecture de la motion communiquée par la Commission Exécutive Fédérale. Elle apporte dans le débat des éléments nouveaux qui, pour les militants de la C.F.T.C., ne font que rappeler quelques principes de base de leur action. Et nous prétendons, avec eux, qu'il est temps d'entrer dans le domaine des réalisations.

Le moment est venu de savoir si dans les houillères nationalisées on sera capable de réaliser cette véritable révolution qui consiste à créer les conditions favorables à une VÉRITABLE et CONFIANTE COLLABORATION entre TOUS LES HOMMES à TOUS LES ECHELONS.

Ce sera : CELA ou RIEN.

Nous savons bien, le problème est de produire du charbon, le plus possible, de le produire dans des conditions telles que les houillères soient assurées de « s'en sortir » comme doivent le faire les entreprises privées, c'est-à-dire, en assurant l'équilibre de leur budget d'abord, en s'assurant une marge bénéficiaire ensuite. C'est ce qui s'appelle une REELLE PROSPERITE.

Nous n'en sommes pas là, hélas. Mais, à ceux qui cherchent la clef du mystère nous indiquons sans hésiter que la solution au problème consiste avant tout à la solution du PROBLEME HUMAIN.

Ils ne sont pas si lointains ces hymnes à la production, ces slogans criés sur tous les tons et affichés sur tous les murs... Ils y sont encore ces « baromètres » de la production...

Et que reste-t-il de tout cela ?? Une souveraine indifférence, un peu plus de dégoût.

Ces moyens auraient pu produire leurs effets sur une masse ouvrière habituée à ces sortes d'exercices; aux tapageuses manifestations des stades; à prier l'échelle devant les exigences d'UN Chef suprême et omnipotent; ou subissant sans se rebeller les effets d'un mouchardage intensif...

Mais, que l'on ne s'y trompe plus, le mineur de CHEZ NOUS est un réaliste qui sait observer et juger... Il sait faire confiance à condition de la mériter... Il sait comprendre qu'il fait corps avec l'entreprise dont il vit et qu'il doit faire vivre... Il est surtout sensible à l'exemple donné par ceux qui sont appelés à LE COMMANDER et qu'il considère encore comme le représentant du patron... Car rien n'a été fait (ou si peu) pour faire « oublier le passé »...

Peut-être l'a-t-on oublié déjà, mais nous devons rappeler que la « tentative » d'instauration du stakavisme il y a quelques deux ans a suivi sans transition l'application des méthodes et système d'exploitation capitaliste...

Ce fut une erreur monumentale... Mais c'est un fait, et un temps précieux a été perdu.

Ce qui doit être compris enfin, c'est qu'il n'est plus indiqué de demander un effort de production sans que toutes les catégories de personnels soient associées jusqu'au partage des résultats...

C'est ce qu'a dit la Commission Exécutive Fédérale, elle l'a fait parce qu'elle se devait de le faire.

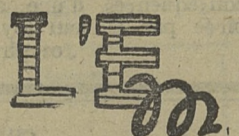
Nous saurons bientôt si l'ensemble des hommes qui sont responsables de la direction et de la gestion des houillères seront assez réalistes pour se rendre à l'évidence, pour mettre un terme aux demi-mesures qui ne solutionnent absolument rien et qui n'ont même pas le mérite de l'originalité...

Que les velléitaires se mettent sur « la touche » et s'y consolent de leur rôle de spectateurs, il appartient à ceux qui ne craignent pas les décisions véritablement révolutionnaires de démontrer qu'ils sont décidés à briser avec les tâtonnements du passé...

A temps nouveaux, méthodes nouvelles...

Saura-t-on le comprendre ???

Nous ne tarderons pas à être fixés.



A bâtons rompus L'AUTORITE

En parlant de...

V OICI que le travail est redevenu normal dans les mines. Les mineurs ont su se ressaisir malgré la violence employée par une minorité fanatisée; ils ont délibérément tourné le dos à la grève politique.

Ils savent que ce n'est pas en désorganisant l'économie du pays que l'on peut améliorer la situation des masses laborieuses.

Les mineurs ne sortent pas vaincus du conflit, sont vaincus ceux qui voulaient exploiter la situation actuelle, à d'autres fins que celles de servir de légitimes intérêts professionnels...

C'est, de la part des mineurs, une marque d'autorité qui en vaut bien d'autres.

Le Gouvernement a du faire preuve d'autorité, mais on nous permettra d'insister sur le fait que cette autorité ne doit pas s'exercer à sens unique...

La grève n'a pas tardé à prendre un caractère insurrectionnel, mais

le déclenchement du conflit n'aurait pas été si facile si la classe ouvrière n'était exploitée par la bande d'aigrefins qui, depuis plusieurs années se sont faits forts de la carence de cette même autorité.

Les troupes ont quitté les mines, nous aimerions pouvoir annoncer qu'elles sont allées faire sauter les portes derrière lesquelles se trouvent certains stocks de denrées alimentaires ou d'objets vestimentaires...

Nous aimerions pouvoir annoncer qu'elles sont parties pour mettre à la raison ceux qui pratiquent la rétention des produits, ceux qui se refusent à livrer le lait nécessaire à la vie des gosses...

Nous aimerions apprendre qu'elles vont maintenant contribuer à l'œuvre nécessaire d'assainissement par une guerre sans merci aux trafiquants... Ce serait une excellente occasion d'appuyer efficacement l'action engagée par le Gouvernement...

S'il en était ainsi on réduirait

Face à ses responsabilités... propose :

La Fédération Nationale

Un véritable esprit de collaboration...

La participation aux bénéfices résultant de l'effort de tous

La question a fait passablement de bruit, bien que ce ne soit pas là le but que recherchait la Commission Exécutive lorsqu'elle publiait son communiqué suite à la réunion qu'elle tint le 29 Novembre...

Nos camarades liront par ailleurs un article pertinent de notre camarade Louis DELABY sur la nécessité de changer l'ESPRIT qui subsiste dans les houillères nationalisées depuis la libération. Nul ne contestera le bien-fondé des observations présentées par notre camarade; nul ne contestera que l'on a trop négligé jusqu'à présent le véritable problème qui conditionne la bonne marche des houillères, ce problème étant avant tout un PROBLEME HUMAIN.

Loi de nous la pensée de nier que dans le domaine de la RE-VALORISATION de la profession minière un effort a été fait... Mais, nous disons sans hésitation aucune, que rien n'a été fait jusqu'à présent pour créer dans nos houillères un véritable ESPRIT, DE CORPS, pour convaincre l'ensemble du personnel, du manœuvre au Directeur des Charbonnages de France que chacun se trouvait engagé, corps et âme, pour la réussite d'une entreprise qui devait faire l'honneur de la corporation minière et du pays qui n'a pas hésité à s'engager dans la voie des réformes de structures au moment où les uns et les autres ne trouvaient que des difficultés à surmonter...

Dès à présent, notre Fédération a pris ses responsabilités; il faut maintenant que tous les véritables défenseurs de la nationalisation, tous ceux qui veulent participer activement à la renaissance du pays fassent preuve de leur esprit réaliste...

A eux de démontrer, par leur ardeur, par une saine compréhension et par une saine émulation, qu'ils sont capables de s'engager à fond pour une réussite totale d'une grande expérience qui n'a vu, jusqu'à présent, que la réussite de ses adversaires.

L'ECHO DES MINES.

Pour le paiement des Allocations Familiales

La décision de ne pas effectuer le paiement des allocations familiales est venue aggraver la situation des familles ouvrières déjà durement éprouvées par la grève.

Soucieux d'éviter aux foyers une misère délibérément voulue par ceux qui s'obstinaient à entraîner une partie des travailleurs dans la folle aventure de la grève injustifiée; soucieux de continuer son action en vue de contribuer efficacement à l'apaisement souhaité, la Commission Exécutive Fédérale est intervenue auprès du Gouvernement afin que cette décision soit rapportée.

Il ne faut pas que nos foyers supportent tout le poids de la criminelle aventure à laquelle l'immense majorité des mineurs a refusé de se laisser entraîner.

Lens, le 2 Décembre 1948.

A Monsieur le PRÉSIDENT du Conseil des Ministres

Monsieur le Ministre du Travail,

Monsieur le Ministre de l'Industrie et du Commerce.

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de vous transmettre le texte d'un communiqué de la Commission Exécutive de notre Fédération, suite à sa réunion du 28 Novembre dernier, et, par la même occasion, nous nous permettons d'attirer votre bienveillante attention sur un point

(Suite en page 2)

proposé :

COMMUNIQUE
de la COMMISSION EXECUTIVE
de la FEDERATION des
SYNDICATS CHRETIENS
DE MINEURS

29.11.48

Au moment où prend fin la folle aventure dans laquelle les dirigeants de la C.G.T. aux ordres du Parti Communiste avaient entraîné les Mineurs, la Commission Exécutive de la Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs déclare à nouveau que cette longue et douloureuse grève aurait pu être évitée si la classe ouvrière avait été librement consultée.

La preuve en est donnée par la volonté de la majorité du personnel qui malgré les menaces et

(Suite en page 2)

Notre appel a été entendu... IL AURA SON NOËL !



Une injustice réparée

C E n'est pas de ces dernières semaines que nos organisations syndicales revendiquaient le bénéfice de l'allocation spéciale pour les travailleurs de la surface. L'action engagée depuis l'instauration de cette allocation aux ouvriers du fond, devait aboutir par la loi du 1er octobre. Mais, une catégorie de personnel, les employés cette fois, se trouvait encore évincée du bénéfice de cette allocation.

Nous connaissons bien les difficultés qu'il fallut surmonter pour faire admettre auprès des Pouvoirs Publics le bien-fondé de cette revendication. Mais, là encore, nous avons préféré effectuer des démarches, intervenir sans cesse auprès des Ministères intéressés et auprès des différents Commissions de l'Assemblée Nationale plutôt que de nous laisser entraîner à l'agitation stérile; le résultat de notre action est, palpable, les employés l'ont obtenu dès lors que l'allocation spéciale.

Un bref rappel nous permettra de démontrer que l'action de la Fédération des Mineurs de la C.F.T.C. a été constamment animée par le souci de ne pas laisser maintenir un état de division entre les différentes catégories, que cette action n'eût qu'un seul objectif: A BOUTIR !

A tout seigneur tout honneur;

Si l'on veut Après la grève éviter le pire... il faut CHANGER LE CLIMAT

L E jour où les dirigeants communistes de la C.G.T. s'apercevant qu'elle était lâchée par les quatre cinquièmes des travailleurs, arrêta sa folle aventure, en CONSTATANT que SA GREVE était terminée, la Commission Exécutive de la Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs se penchait résolument vers l'avenir.

Pendant que les dirigeants de la C.G.T., dans un accès de démençance, se laissaient entraîner, pour tenter de reprendre les positions perdues, à suspendre d'abord toutes les mesures de sécurité dans les mines, puis à encourager, sinon à commander le sabotage, à organiser enfin le vandalisme contre les personnes et les habitations, la Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs, mesurant le désastre autant, sinon plus, moral que ma-

tériel, décidait de rassembler toutes les énergies pour une grande œuvre de salut public.

Pendant que la C.G.T. accomplissait une véritable entreprise de destruction, la C.F.T.C. arrêtait un programme de reconstruction capable de faire de nos houillères nationalisées UN EXEMPLE au service du Pays et de la Classe Ouvrière.

La Nationalisation des Mines, si chacun persévère dans ses errements, va à la dérive.

La Classe Ouvrière qui avait salué d'un grand espoir la remise du Capital minier à la Nation est toute découragée.

Alors que la nationalisation devait permettre la Paix Sociale, faciliter le redressement du Pays, assurer le mieux-être des travailleurs par la collaboration efficace de TOUS, c'est tout le contraire qui s'est produit.

Au lieu de faire des mines une grande famille où chacun travaillerait dans l'intérêt général, on en a fait un vaste champ clos dans lequel s'affrontent tous les appétits, tous les égoïsmes.

Au lieu d'une profession organisée, on en a fait une entreprise politisée à outrance.

La notion de service du Bien commun, sauf de très rares exceptions, n'existe pas. C'est la course aux places, c'est la valse des directeurs et des Présidents de Conseil d'Administration.

Les efforts de l'ouvrier, de l'employé, du cadre consciencieux sont anéantis, par la resquille, le laisser-aller, le laisser faire, le coulage et le gaspillage.

Le degré actuellement atteint de remplacement du matériel défectueux, de modernisation de l'outillage et des installations devrait permettre à la plupart des bassins miniers d'obtenir des résultats bénéficiaires. Or, c'est le déficit instauré presque en permanence.

La production charbonnière pourrait atteindre actuellement un niveau jamais obtenu si un climat de paix sociale et de collaboration volontaire existait. Parce qu'on n'a pas su le créer, il faut acheter à l'étranger des quantités de charbon plus cher au détriment d'autres matières premières, de produits d'alimentation, etc...

Voilà où en sont nos mines, le Patrimoine national au lendemain d'un conflit sans précédent.

Par le rétablissement de l'autorité ?

C'est un élément bien sûr. Une entreprise où toute autorité est absente à tous les degrés de la

(Suite en page 2)

L'ALLOCATION SPECIALE AUX EMPLOYES

Le conseil d'administration de la C.A.N. avait eu à s'occuper à différentes reprises de la question. Les représentants ouvriers avaient été unanimement pour décider la prise en considération de l'allocation spéciale au PERSONNEL de la surface. Mais, car il y a un Mais, le Conseil d'Administration n'a pas pu donner de décision en la matière, c'est le législateur qui a le dernier mot. Ceci explique nos interventions répétées, pour faire admettre le principe même de l'octroi de l'allocation aux membres du personnel ne comptant pas 1) années de fond-mais totalisant 30 années de services miniers.

Il ne nous paraît pas inutile de rappeler que dès Décembre 1946, nous demandions le dépôt d'une proposition de loi; elle fut par nos camarades MECK, BEUGNIEZ, CATOIRE, LESCHIELLOU, SAUTY, DER et stipulait, en son article 12: LE PERSONNEL DE SURFACE COMPTANT AU MOINS 30 ANNEES DE SERVICES MINIERES BENEFICIE DE L'ALLOCATION SPECIALE PREVUE A L'ARTICLE 154, AU TAUX DE 25.000.

Cette proposition fut suivie de celle du député SION en date du 3 Février 1948. Vint ensuite celle de LECOEUR en Juillet 1948.

Peu de jours avant la fin de la session parlementaire, Monsieur SION faisait voter son projet (loi

du 4 Octobre 1948) accordant l'allocation spéciale aux seuls ouvriers, excluant de la loi les agents de maîtrise et les employés. Ajoutons que le texte initial prévoyait que l'allocation serait accordée à TOUS LES AFFILIES.

Nous pensons que devant les difficultés à faire adopter le texte initial, d'une part, se heurtant au Ministre des Finances hostile à une mesure générale, Monsieur SION avait modifié son texte. Il n'en reste pas moins qu'un pas nouveau était fait dans la voie de la réalisation.

Quoi qu'il en fut, l'étude de la loi du 4 octobre faisait apparaître de telles difficultés d'application qu'elle s'avérait très rapidement comme une véritable source d'injustices.

D'autre part, chose grave à nos yeux, elle portait un rude coup à la législation de la Sécurité Sociale Minière. En effet, pour la première fois, une distinction était faite entre les ouvriers et les employés, ou les autres catégories de personnel.

Il est facile d'exposer ici quelques exemples frappants. S'il s'agit d'un ouvrier devenant agent de maîtrise après quelques 25 années de services comme ouvrier, il atteindrait ses 30 années de services sans pouvoir prétendre à l'al-

(Suite en page 2)

Décision ou résignation ?

Il n'est sans doute pas trop tard de repenser de la manière dont la Fédération du sous-sol de la C.G.T. s'est décidée à donner au "dernier carré" l'ordre de reprise du travail.

C'est à dessein que nous nous sommes réservés d'y revenir après que se seraient écoulées quelques semaines de travail. Comment l'opinion publique française a-t-elle été informée de cette décision... forcée ? C'est ce que nous allons essayer de voir en compulsant les différents organes de presse.

Puisqu'il s'agit d'une "décision" de la C.G.T., commençons d'abord par jeter un coup d'œil sur "L'HUMANITE".

Pas de titre ronflant. Sur trois colonnes seulement le journal du parti communiste annonce :

"Après huit semaines d'une dure et ardue lutte pour la mise en œuvre de la loi de Moch, les mineurs reprennent aujourd'hui le travail, le front haut."

C'est ensuite le "communiqué officiel" de la Fédération cégétiste du sous-sol. Remarquons qu'au moment où elle publie cette décision, L'HUMANITE n'avait pas estimé utile de faire état des 100.000 mineurs, qui, si l'on en croyait la Fédération du sous-sol, étaient encore en grève.

Non pas que celle-ci fasse le silence complet sur ce chiffre, car il apparaît au camarade Etienne FAJON de sortir le petit "jus de circonstance". Nous voudrions le citer en entier, nos camarades mineurs en feraient leurs délices :

"Cent mille mineurs - écrit-il - étaient encore en grève samedi. Ils reprennent le travail ce matin."

Démocratiquement décidée à la majorité de 90 pour cent, la grève pour l'abrogation des décrets Lascoux, pour la sécurité et pour des salaires basés sur le minimum vital avait commencé il y a cinquante six jours.

Du côté des mineurs, elle fut caractérisée par une combativité magnifique et des semaines durant, par une exceptionnelle unité.

Unanimité exceptionnelle en effet, car la première semaine ne s'était pas écoulée que les "convocations" aux piquets de grève parvenaient accompagnées des menaces de cassage de g., de menaces à l'adresse des femmes et des enfants... C'est sans doute d'ailleurs pour n'avoir pas à donner d'explications sur la terreur qui sévit dans nos corridors bien avant et après l'arrivée de la troupe que Façon écrit :

"Dans la dernière période, vaincus par la terreur mais plus encore par la faim de leurs petits, nombre de travailleurs avaient du revenir à la mine le cœur plein de haine contre les bourreaux. Le bloc des grévistes se trouvait ainsi entamé."

Vraiment, on ne peut être plus cynique. Les mineurs qui se ren-

daient à leur travail ont été attaqués à coup de marteaux et de grenades... De pauvres mobilisés d'un certain nombre d'entr'eux a été pulvérisés, la pauvre bécane servant à leur transport destinée à la ferraille; les vitres volant en éclats; les incendies allumés la nuit; sur tout cela, Façon observe le silence. Comme on le comprend, ne craint pas d'affirmer :

"La grève des mineurs a considérablement élevé l'expérience et la conscience politique du mouvement ouvrier et démocratique français. Elle a dissipé bien des illusions, bien des brumes."

La preuve ?? Mais le camarade Façon ne tarde pas à nous la donner. Après une petite sortie contre les dirigeants socialistes il ne craint pas d'affirmer :

"La C.G.T. s'est renforcée. Un pas nouveau a été fait dans la voie de l'unité de la classe ouvrière."

Disons plutôt au camarade Façon, nous qui sommes SUR PLACE que nous le laissons à ses "illusions" à ses explications "brumeuses", la réalité c'est que le parti communiste finirait par faire l'unité CONTRE LE SYNDICALISME si la classe ouvrière de chez nous n'était encore animée par un réel bon sens.

Avec le "POPULAIRE" il est évident que le ton change. Il annonce :

"La C.G.T.K. sanctionne un état de fait et donne au dernier carré de mineurs en grève, l'ordre de mettre fin au conflit."

Après avoir tiré la reprise du travail il poursuit :

"Les trente cinq mille mineurs encore en grève seront ce matin à leur travail. Telle est la décision prise samedi par les dirigeants communistes de la Fédération du sous-sol. Ils ne pouvaient agir autrement. La grève était parvenue à son "dernier quart d'heure"; depuis trois ou quatre jours les ouvriers se présentaient sans cesse plus nombreux à l'entrée des puits, malgré les menaces, malgré les secours largement distribués, malgré les communiqués de victoire de Victorin DUGUET. Bientôt les dirigeants communistes allaient être abandonnés par leurs troupes."

La Fédération a donc été obligée de donner l'ordre de reprise. Cette reprise aurait eu lieu quand même et la Fédération veut aujourd'hui donner l'impression qu'elle commande encore à trente cinq mille mineurs."

Et le "Populaire" rappelle Maurice THOREZ :

Tout aura été raté dans cette grève insensée. Maurice THOREZ, en 1937, avait prononcé une phrase devenue célèbre : "IL FAUT SAVOIR TERMINER UNE GREVE". Victorin DUGUET n'a pas su terminer "SA" grève. Il n'avait d'ailleurs pas su la mener; l'ordre d'abandonner les services de sécurité était indigne d'un dirigeant syndicaliste."

Même son de cloche dans "L'Aube" où on pouvait lire :

"La C.G.T. a cessé le combat... faute de combattants. Elle pouvait difficilement faire autrement; malgré les appels incendiaires de sa Fédération des mines, la reprise du travail s'intensifiait chaque jour et les présences atteignaient samedi matin 88 pour cent des effectifs."

De ce même journal, citons le début d'un éditorial intitulé : LE DERNIER MOT.

"Le parti communiste a fini par autoriser la C.G.T. non pas à décider, mais à constater la fin de la grève des mines. Depuis plus de quinze jours, les dirigeants syndicaux attendaient, espéraient, sollicitaient ce mot d'ordre."

"Céder très tard, trop tard, à un mouvement irrésistible; voilà précisément l'impression que la Fédération communiste du sous-sol aurait voulu ne pas créer. Ses chefs politiques n'ont pas été libres de lui épargner cette épreuve. L'humiliation qui en résulte entraîne une conséquence essentielle à nos yeux : le parti communiste et sa filiale syndicale sortent vaincus de l'aventure qu'ils ont prolongée après l'avoir préméditée. Non seulement cette défaite n'est pas celle des mineurs, mais encore ce sont eux qui, bien loin de la subir, l'ont infligée."

Quant au "Figaro", il constatait que "LA GREVE S'ETEIGNANT D'ELLE MEME", c'est ce qui a amené la C.G.T. à donner son ordre de reprise du travail. De l'avis de ce journal :

"Cet échec, qui représente une victoire pour le Gouvernement, ne manquera pas de se répercuter dans les syndicats. On a conduit les mineurs à une bataille sans issue qui se solda par la perte de plus de trois milliards de salaires..."

C'est d'ailleurs fort pertinemment qu'il ajoute :

"Il faut d'abord examiner les revendications des travailleurs du sous-sol avec un esprit de justice et de compréhension. Il faut s'attacher au problème social de toute urgence et apporter au Pays, à l'opinion ouvrière, des réalisations qui écartent toute exploitation politique du mouvement syndical."

L'échec d'une grève comme celle des mineurs porte en lui ses propres sanctions. Il faut maintenant poursuivre la tâche d'apaisement et de réconciliation, dans le calme, les questions que l'agitation, l'hostilité et le sabotage avaient tenté de rendre insolubles."

Nous pourrions reproduire de nombreux autres extraits de presse, mais, l'ensemble des journaux, sauf ceux d'obédience communiste sont unanimes à dénoncer la malhonnêteté de la grève et la situation ridicule à laquelle fut acculée la Fédération cégétiste du sous-sol.

Cette situation est d'ailleurs flagrante dans le dernier numéro spécial de "LA TRIBUNE DES MINES", qui porte la date du 27 Novembre, date à laquelle la Fédération C.G.T. publiait son "ordre" de reprise;

"NOTRE GREVE EST LEGITIME" peut-on lire en 1ère page, 1ère colonne. Mais, dans la même page, en 8ème colonne, sous le titre "NOUS NE VOULONS PLUS CELA" vous y trouverez un article concernant les accidents et dont le 1er paragraphe est ainsi rédigé :

"Depuis huit jours que les puits de mine ont été remis en état, le bilan est déjà tragique : 7 accidents mortels, des dizaines de blessés..."

Tournez la page, vous y lirez une nouvelle justification de la grève sous le titre : NOTRE GREVE EST LEGALE... C'est dans la même page qu'on y affirme que les mineurs :

"Ne veulent pas plus longtemps payer de leur sang les opérations de baisse de Lascoux. ET REVIENNENT NOMBREUX DANS LA LUTTE."

Vous avez bien lu. C'est l'organe officiel de la C.G.T. qui écrit cela le 27 Novembre. Tout porte à croire que les chefs ignorent complètement "l'ordre" de reprise qui était donné ce jour-là...

Et maintenant ? ?

Insistons sur le fait que LES MINES NE SONT PAS BATTUES. C'est avec raison que de nombreux journaux l'ont souligné...

Et disons sans détour notre parfait accord avec ceux qui ont souligné la nécessité de sortir de la pratique des demi-mesures, des atomes menés.

Oui, il faut et de toute urgence S'ATTACHER AU PROBLEME SOCIAL; il faut apporter à l'opinion ouvrière et au PAYS des

Il faut changer le climat

(Suite de la 1ère page)

hiérarchie va forcément à la faillite. Mais qui dit autorité ne veut pas dire autoritarisme. Il est des gens, détenteurs d'une parcelle d'autorité qui n'avaient pas le courage de l'exercer jusqu'à présent et qui, à la faveur de cette folle grève, sont tentés d'user de représailles à l'égard de travailleurs, qui, en général, ont tout simplement voulu défendre leur droit à la vie.

Nous leur crions "CASSE-COU". Ce n'est pas à coups d'amendes, de rétrogradation ou de brimades qu'on exerce l'autorité. Ce n'est pas avec la "trique" qu'on obtient du rendement. L'autorité, comme le rappelle si justement le plan de la C.F.T.C. est une responsabilité qui doit admettre la collaboration et le contrôle. Les travailleurs n'ont pas perdu la notion du devoir. Ils savent répondre généralement à une autorité qui est juste, mais ils se révoltent devant des sanctions abusives.

Mais l'autorité n'est pas tout dans l'entreprise et la discipline qu'elle requiert ne sera jamais efficace et productive si elle n'est pas librement consentie.

Alors ? Il faut créer entre tous les personnels du fond et du jour, du manœuvre au directeur général un véritable esprit de collaboration. La Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs affirme que cette collaboration ne peut être obtenue qu'en intéressant tout le personnel à l'exploitation. Elle est convaincue que, si à partir du moment où la production devient bénéficiaire le personnel est assuré de participer aux bénéfices de l'exploitation, il se dégage rapidement un esprit de confiance mutuelle et une saine émulation susceptibles de transformer considérablement le climat actuel.

Loin de nous la pensée de lancer à nouveau l'idée d'un certain Stakhanovisme. Nous avons trop de respect pour l'énorme dignité humaine du travailleur pour lui demander un effort au-dessus de ses forces. Mais, tous nos camarades mineurs savent bien que si TOUS, chacun à sa place, du manœuvre à l'employé, du spécialiste à l'agent de maîtrise, du technicien au directeur général, faisaient tout simplement leur devoir en accomplissant normalement leur tâche, sans effort surhumain, on obtiendrait des résultats surprenants.

L'AUTORITE

(Suite de la 1ère page)

considérablement les occasions de voir ces troupes se heurter aux piquets de grève...

L'autorité s'exerce lorsqu'il s'agit de punir ceux qui ont à répondre du délit d'entrave à la liberté du travail. Souvent, pour les raisons que chacun connaît il s'agit de "clampilles" et en profitent pour édifier des fortunes.

Chez ceux qui exploitent la faim du peuple il n'y a pas de "clampilles", il n'y a que des criminels et l'autorité se doit de leur faire sentir de quel poids elle peut peser.

Que l'on ne s'y trompe pas, c'est d'abord sur ce plan que l'autorité doit s'exercer et triompher, sinon, elle finira par perdre sur tous les tableaux.

Il en est à qui nous crions tout de suite : CASSE-COU.

Ce sont les trop zélés qui, dans les houillères seraient tentés de

REALISATIONS, c'est bien à ce prix que l'on parviendra à éviter TOUTE EXPLOITATION POLITIQUE DU MOUVEMENT SYNDICAL.

Il faut poursuivre la tâche d'apaisement; il faut réaliser dans le calme et dans une saine compréhension ce qu'il n'a pas été possible de réaliser par suite de la folle aventure voulue délibérément par la C.G.T.

A tous ceux QUI ONT COMPRIS d'agir en ce sens.

SPECTATOR

LE PAIEMENT DES Allocations Familiales

(Suite de la 1ère page)

particulier : le paiement des allocations familiales.

La grève des mineurs est terminée, la majorité d'entre eux avait repris le travail avant que l'organisation qui avait été seule à maintenir son ordre de grève se résigne à la reprise totale. En la circonstance, les mineurs ont donné un bel exemple du civisme qui les anime.

Par le communiqué précité, notre fédération a voulu suggérer les moyens qui, à son avis, sont susceptibles de contribuer à apporter dans nos houillères nationales un véritable esprit de collaboration, générateur de travail pacifique et fructueux.

C'est dans l'esprit de ces suggestions que nous vous demandons d'examiner avec bienveillance la possibilité d'effectuer le paiement des allocations familiales au personnel des mines.

Les conséquences de la grève sont lourdes pour les logers ouvriers; l'intérêt du Pays exige que disparaissent au plus tôt tous les motifs de rancœur et nous pensons que la mesure que nous vous demandons de prendre servirait utilement à l'apaisement que souhaitent tous ceux qui n'ont en vue que les intérêts supérieurs du Pays.

Le Gouvernement qui a su faire preuve d'autorité à l'encontre de ceux qui méprisaient l'intérêt national autant que celui des mineurs eux-mêmes, démontrera à ces derniers qu'il sait apprécier à sa juste valeur que, dans leur majorité, ils ont su se donner.

C'est pourquoi, nous vous demandons, Monsieur le Président, de bien vouloir examiner favorablement notre requête.

Dans l'attente, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments de haute considération.

Les Secrétaires,
J. Sauly, - L. Delaby.

LE COMMUNIQUE DE LA COMMISSION EXECUTIVE

(Suite de la 1ère page)

les violences de toutes sortes avaient repris le travail avant que la C.G.T. ne rapporte son ordre de grève.

Les mineurs n'ont pas voulu qu'on sabote leur outil de travail. Ils ont dit NON au sabotage comme ils ont dit NON au vandalisme.

Mais, si les mineurs ont voulu préserver le patrimoine national, ce qu'ils veulent également, c'est trouver dans et par la nationalisation des mines les moyens de vivre normalement en travaillant normalement.

Pour éviter le retour de cruelles expériences comme celles de Novembre-Décembre 1947 et d'Octobre-Novembre 1948 qui ont coûté tellement cher tant à la Nation qu'à la classe ouvrière, la Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs estime qu'il faut modifier le climat dans les mines.

Il faut mettre fin à l'agitation politique comme à la politisation des houillères en créant entre tout le personnel, du manœuvre du jour au directeur général un véritable esprit de collaboration.

La Fédération affirme que cette collaboration ne peut être obtenue qu'en intéressant le personnel à l'exploitation. Elle est convaincue que, si à partir du moment où la production devient bénéficiaire le personnel est assuré de participer aux bénéfices de l'exploitation, il se dégage rapidement un esprit de confiance mutuelle et une saine émulation susceptibles de transformer considérablement le climat actuel.

Sans pour autant abandonner la lutte engagée contre la hausse abusive du coût de la vie, la Commission Exécutive de la Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs est persuadée que la participation effective des travailleurs aux résultats d'exploitation sera l'un des plus surs moyens de relever le standard de vie des familles ouvrières et de relever dans des proportions importantes la production charbonnière.

Pour le placement de vos disponibilités vous avez le choix entre les

BONS DU TRÉSOR

à intérêt progressif

PRIX D'ÉMISSION : 9.950 fr

remboursables

après 3 mois à 10.000 fr.
après 6 mois à 10.060 fr.
après 9 mois à 10.130 fr.
après 12 mois à 10.200 fr.
après 15 mois à 10.290 fr.
après 18 mois à 10.390 fr.

Intérêts absolument nets de tous impôts y compris l'impôt général sur le revenu

BONS DU TRÉSOR

à 1 an : intérêt 2,5%
à 2 ans : intérêt 3%

Y a-t-il encore beaucoup d'ouvriers qui sont syndiqués ?

Comm' person' ne répondot et que ça faizot plutôt frau, DARTOIS qui avot certain' mint l'habitud' quangea d' tactiqu' et au lieu d' poser des questions, commincha alors ein' véritable conférénc'.

"Voyez-vous, mes camarades, li est certain que nous traversons une curieuse période en ce moment. Il existe beaucoup d'ouvriers qui ne comprennent plus l'utilité du syndicat. Est-ce à cause des difficultés actuelles ou plutôt à cause des abus commis sous le couvert du syndicalisme en le transposant sur un plan politique qui n'est pas le sien, toujours est-il que bon nombre de travailleurs se désintéressent du syndicat. Et cependant, réfléchissons un peu à ce qui pourrait se produire si le syndicat n'existait plus. L'ouvrier se trouverait isolé, livré sans défense à l'arbitraire et à l'injustice. Plus aucun moyen pour lui d'obtenir réparation des injustices commises; à son égard. Comme un fétu de paille ballotté au gré des vents, le travailleur serait rejeté de tous côtés pour être finalement écrasé."

"Ah, je sais bien et vous le savez aussi. Beaucoup de camarades sont déçus par certains aspects de l'action menée par certains syndicats qui, bien souvent, ont négligé et négligent encore les légitimes revendications des travailleurs en pensant surtout à avant tout à se venger de l'ennemi. Le Syndicat est devenu

BAPTICH'

LA VIE D'UN MILITANT OUVRIER

PAR EL' MENEUX D' BIDETS

comme le champ clos des luttes partisans de nombreux arrivistes qui se servent de lui comme d'un tremplin électoral. Au lieu de défendre les libertés ouvrières, toutes les libertés ouvrières, ils luttent contre les libertés des autres. Les nombreux abus commis sous le couvert du syndicat ont réussi tout simplement à dresser les ouvriers les uns contre les autres et à écouler une bonne partie de la classe ouvrière.

"En créant le syndicat libre et indépendant, les syndicalistes chrétiens ont voulu changer tout cela. Ils veulent rétablir le vrai syndicalisme aux yeux des ouvriers, et leur montrer la chose magnifique que peut et doit être l'organisation syndicale au service des travailleurs."

"Défendre les intérêts de la classe ouvrière. Lui rendre ce sentiment de dignité et de fierté qui doit être le sien. Rétablir cet esprit de solidarité et de fraternité qui doit être sa force. For-

ce par laquelle la classe ouvrière pourra enfin obtenir la justice sociale à laquelle elle aspire. Instaurer un régime humain et fraternel où il fera bon vivre pour tous, voilà, mes camarades, en quelques mots, ce que nous voulons par le syndicat libre. Pour cela, nous ne craignons pas d'affirmer que nous nous inspirons des principes chrétiens, des principes et de la doctrine du Christ-Ouvrier qui, lorsqu'il était sur la terre, a prêché la fraternité entre les hommes et la justice pour les humbles."

"Rendre service à nos camarades de travail. Travailler sans relâche pour améliorer le sort des familles ouvrières. Former des élites ouvrières qui sauront représenter le monde du travail et le défendre partout, développer la culture ouvrière qui lui permettra de vaincre ce complexe d'infériorité dont le capitalisme libéral a tant abusé, c'est sur ces points parti-

culiers que se penchent nos syndicats chrétiens. "Pour y parvenir, nos syndicats veulent restaurer la loyauté entre les hommes et unir les ouvriers par l'amitié, car la haine ne peut que diviser."

Et, à la façon d'un camarade d'écrivain avec d'autres camarades, avec ein jon dins l'quel in simot passer tout l' cœur d'ein homin' dévoué qui vraitmint r'sintot tout c'qu'y dizot, Jul's DARTOIS continue à expliquer aux 8 ouvriers qui sont là, ch' que ch'est quel' syndicat lib' ch' qu'y fait... ch' qu'y veut fair'... Comment qu'y veut arriver à réaliser sin programm'. Pis, il expliqu' comment chett' façon d' fair' a déjà conquis bien des ouvriers... Comment y f'ot créer einn' section syndical' et l'administrer.

L'accueil que met l' confrencier pour exprimer ses parol's gagn' peu à peu les camarad's in sint qu'y sont pris par l'air simpl' et sinc' du typ'.

Baptich' n'in dit point einn'. Li aussi, y s'gint pris par l'ambiance qui s' dégage. Pour d'in perd' einn' parol' il a laiché éleindr' es' pip'. Tout in travail es' fait dins n'esprit "Jamaïs, qu'y s'dit" dins l'autr' syndicat j' n'ai inntind' parler comm' ça". Et quand l' camarad' DARTOIS cit' certains faits d' d'tress' de amill's ouvriers qui font la hont' de notr' mond' modern' et soû disant civilisé, Baptich' qui n' n'el quitt' point des yeux es' sint li mêm' tout ému par l'émotion sincère que l'fiet' el' figu' du propagandist'.

(A suivre)

L'Indemnité de vie chère de 7 francs est majorée du coefficient de revalorisation minière

Comme nous l'avons annoncé dans notre précédent numéro, l'indemnité horaire de 7 francs bénéficie, avec effet rétroactif du 1er Novembre 1948, de la majoration de revalorisation minière.

Voici comment elle se calcule :

7 frs. - le taux d'abattement de zone - le taux de revalorisation minière soit, 1,32 % pour le fond et 1,125 % pour le jour. La prime de régularité s'ajoute également.

Pour le NORD-PAS-DE-CALAIS et les bassins miniers où le taux d'abattement de zone des salaires est de 5 %, le barème est le suivant :

avant :

FOND : 7 frs - 5 % (0,35) = 6,65
× 1,32 = 8,80 sans la prime de régularité.

JOUR : 7 frs - 5 % (0,35) = 6,65
× 1,125 = 7,20 sans la prime de régularité.

Les majorations pour heures supplémentaires, au travail de nuit, des dimanches et des jours fériés s'appliquent également à cette indemnité.

Pour les jeunes travailleurs de moins de 18 ans, le barème est le suivant : (voir barème)

L'Indemnité de Panier est également majorée

Conformément au Statut du Mineur, l'indemnité de panier accordée pour travail de nuit est également majorée, A PARTIR DU 1er NOVEMBRE.

Pour le fond, elle passe de 62,90 à 71,70

Pour le jour, elle passe de 53,60 à 61,10

Les rappels du mois de Novembre seront payés en Décembre.

Indemnités pour les ouvriers âgés de moins de 18 ans (au 1er Novembre 1948)

Age	FOND			JOUR		
	%	Taux horaire	Taux journalier	%	Taux horaire	Taux journalier
14 ans	50	4.40	35.10	50	3.75	29.95
14 ans 3 mois	52.5	4.80	38.85	50	3.75	29.95
14 ans 6 mois	55	4.85	38.60	52	3.90	31.10
14 ans 9 mois	57.5	5.05	40.40	54	4.05	32.30
15 ans	62.5	5.50	43.90	56.5	4.25	33.80
15 ans 3 mois	65	5.70	45.65	59	4.40	35.30
15 ans 6 mois	67.5	5.95	47.40	61.5	4.60	36.80
15 ans 9 mois	70	6.15	49.15	64	4.80	38.30
16 ans	75	6.60	52.65	66.5	4.95	39.80
16 ans 3 mois	80	6.80	54.40	69	5.15	41.30
16 ans 6 mois	82.5	7.00	56.20	71.5	5.35	42.80
16 ans 9 mois	85	7.25	57.95	74	5.55	44.30
17 ans	87.5	7.45	59.70	76.5	5.70	45.80
17 ans 3 mois	90	7.70	61.45	79	5.90	47.30
17 ans 6 mois	92.5	8.10	64.95	81.5	6.30	50.25
17 ans 9 mois	95	8.30	66.70	84	6.50	51.75
18 ans	100	8.80	70.20	100	7.50	59.85

Barème des Majorations d'Ancienneté (1er Octobre 1948)

Bien qu'ayant publié le tableau des majorations d'ancienneté dans notre numéro d'Octobre, nous publions à nouveau un tableau complet rectifié comportant le calcul de la majoration HORAIRE :

Il est rappelé que l'ancienneté des ouvriers est déterminée au 1er Janvier et au 1er Juillet de chaque année.

(voir barème ci-contre)

Ancienneté	Points	JOUR		FOND	
		Horaires	Journalier	Horaires	Journalier
3	2	0.95	7.80	1.15	9.15
6	4	1.95	15.60	2.30	18.30
9	6	2.90	23.40	3.45	27.45
12	8	3.90	31.20	4.55	36.60
15	10	4.85	39.00	5.70	45.75
18	12	5.85	46.80	6.85	54.90
21	14	6.80	54.60	8.00	64.05
24	16	7.80	62.40	9.15	73.20
27	18	8.75	70.20	10.30	82.35
30	20	9.75	78.00	11.45	91.50

LES PRESTATIONS FAMILIALES

La Direction Générale des Houillères du Nord-Pas-de-Calais a publié le nouveau barème des prestations familiales applicable à partir du 1er Septembre 1948.

Nous le publions ci-dessous, nos camarades y trouveront d'utiles renseignements pour eux-mêmes et leurs camarades.

Les prestations familiales sont calculées en pourcentage du Salaire moyen mensuel départemental commun aux départements du Nord et du Pas-de-Calais, fixé actuellement depuis le 1-9-1948 à 11.400 Frs.

I - ALLOCATION DE MATERNITE.

Les taux de l'allocation de maternité sont fixés comme suit :

1°) CAS D'UNE SEULE NAISSANCE :

a) Pour une première naissance, au triple du salaire moyen mensuel départemental, soit 34.200 Frs.
b) Pour les naissances suivantes, au double du salaire moyen mensuel départemental, soit 22.800 Frs.

2°) CAS DE NAISSANCES GEMELLAIRES OU MULTIPLES :

En cas de naissances gemellaires ou multiples chaque naissance est considérée comme une maternité distincte, en conséquence :

a) Pour une première naissance double, l'allocation de maternité est égale à cinq fois le salaire moyen mensuel départemental, soit à 57.000 Frs.

b) Pour des naissances gemellaires autres que la première, l'allocation est égale à quatre fois le salaire moyen mensuel départemental, soit à 45.600 Frs.

c) Pour des naissances gemellaires survenant plus de trois ans après une précédente maternité ou plus de deux ans après le mariage, l'allocation de maternité est égale à deux fois le salaire moyen mensuel départemental, soit à 22.800 Frs.

Lorsque l'un des jumeaux décède avant l'expiration du sixième mois, époque à laquelle doit être normalement versé le solde de l'allocation de maternité, la moitié de ce solde est attribuée pour l'enfant survivant.

IV - ALLOCATIONS PRENATALES.

Les allocations prénatales consistent dans l'attribution, en cas de grossesse, des allocations familiales, éventuellement de l'allocation de salaire unique, en tenant compte de l'enfant conçu comme s'il était déjà né.

1°) REGLE GENERALE :

Le taux des allocations prénatales est déterminé en fonction du rang que prendra l'enfant dans la famille au moment de sa naissance.

EXEMPLE : Une famille a deux enfants à charge, un troisième est attendu : elle percevra, en pourcentage du salaire moyen mensuel départemental, défini à l'article 6 ci-dessus :

Pour les deux enfants vivants :

- Allocations familiales, 20 % soit 2.280 Frs.
- Allocations de salaire unique, s'il y a lieu 40 % soit 4.560 Frs.

Pour l'enfant conçu :

- Allocations familiales, 30 % soit 3.420 Frs.
- Allocations de salaire unique, s'il y a lieu 10 % soit 1.140 Frs.
- Au total 100 % soit 11.400 Frs.

En cas de modification survenant dans le nombre d'enfants à charge d'une même famille, par suite soit de la limite d'âge atteinte, soit de décès, soit d'adoption d'un enfant, le taux des allocations prénatales est modifié avec effet du premier jour du mois suivant.

2°) CAS PARTICULIERS :

a) CAS OU LES DEUX CONJOINTS EXERCENT UNE ACTIVITE PROFESSIONNELLE :

1) PREMIERE CONCEPTION : Pour le ménage où les deux conjoints exercent une activité professionnelle et dont la femme attend son premier enfant, le taux de l'allocation prénatale est de 20 % durant les mois de grossesse.

A la naissance de l'enfant, les parents n'ouvrent plus droit au bénéfice des Prestations familiales car il n'y a qu'un seul enfant et les deux conjoints travaillent.

2) DEUXIEME CONCEPTION : Pour une deuxième conception, le taux de l'allocation prénatale est de 20 %.

A la naissance du deuxième enfant, le ménage percevra au titre des allocations familiales 20 %.

Réponses à des questions posées

Un apprenti âgé de moins de 17 ans et qui perçoit, lorsqu'il travaille, un salaire mensuel supérieur à la moitié du salaire moyen départemental, ouvre-t-il droit aux prestations familiales si, en cas de maladie, l'indemnité journalière perçue est inférieure à la moitié du salaire moyen départemental ?

N'ayant qu'une rémunération inférieure à la moitié du salaire moyen départemental, cet apprenti est A LA CHARGE de ses parents et donne donc, dans le cas susvisé et jusqu'à l'âge de 17 ans, droit aux prestations familiales (circulaire 205-AF du 14.10.48 de l'Union Régionale de l'Est).

Dans quelles conditions so. l ver. sées les prestations familiales lorsqu'un salarié cesse son travail au cours d'un mois ?

A) Si l'intéressé travaille à nouveau ailleurs et si le total de ses journées de travail accomplies dans son ancien et son nouvel emploi est supérieur à 18 jours, L'INTEGRALITE des prestations familiales est due par la Caisse d'allocations familiales dont dépend l'employeur, chez lequel ce salarié a effectué le plus grand nombre de ces jours de travail.

B) Si à la suite de sa cessation de travail, le salarié ne reprend aucune autre activité, les prestations familiales lui sont dues INTEGRALLEMENT s'il a effectué plus de 18 jours de travail ou s'il peut justifier de l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle à la suite de son interruption de travail.

De nombreux camarades nous demandent s'il est exact que la pension servie par la Caisse Autonome Nationale n'est pas la même pour deux agents ayant la même durée d'années de service mais dont les coefficients hiérarchiques de temps de l'activité étaient différents ?

Les pensions servies par la Caisse Autonome Nationale sont les mêmes.

b) CAS DE NAISSANCE GEMELLAIRE :

En cas de naissance gemellaire, chaque enfant ouvre droit rétroactivement, et selon son rang, au bénéfice des allocations prénatales. Toutefois, en cas de première maternité, un rappel n'est effectué pour la période de grossesse que si l'un des époux seulement exerce une activité professionnelle, et ce rappel est de 40 % au titre de l'allocation de salaire unique pour deux enfants.

compte de l'ensemble des services dans les mines des deux pays et réduit ensuite au prorata de la durée des services accomplis dans les mines françaises.

CATEGORIE AS et AP

Aucun droit au titre de pensionné. (chauffage et logement)

Veuves de pensionnés

CATEGORIE F

Mari pensionné pour 30 ANS AU MOINS de services miniers

Droit au Chauffage
Sans condition

Droit de Logement
Sans condition

CATEGORIE F bis

Mari ayant 30 ANS au moins de services miniers.

- Décédé non pensionné -

Droit au Chauffage
Sans condition

Droit de Logement
Sans condition

CATEGORIE G

Mari pensionné pour 15 A 29 ANS au moins de services miniers

Droit au Chauffage
Sans condition

Droit de Logement
Sans condition

a) si le mari était en activité de services à la date d'ouverture de ses droits à la pension de vieillesse.

b) si le mari est décédé, titulaire d'une pension d'invalidité générale ou professionnelle.

c) si le mari est décédé, titulaire d'une rente pour accident du travail ou maladie professionnelle, correspondant à un taux d'incapacité au moins égal à 50 %.

CATEGORIE G bis

Mari ayant accompli de 15 à 29 ANS de services miniers.

- Décédé non pensionné -

Droit au Chauffage
Sans condition

Droit de Logement
Sans condition

a) si le mari est décédé en activité de services à la mine.

b) si le mari est décédé titulaire d'une rente pour accident du travail ou maladie professionnelle correspondant à un taux d'incapacité au moins égal à 50 %.

CATEGORIE R

Mari décédé titulaire d'une PENSION D'INVALIDITE GENERALE OU PROFESSIONNELLE et ayant accompli 3 à 14 ANS DE SERVICES

Droit au Chauffage

ont droit :

a) si le mari était titulaire d'une rente pour accident du travail ou maladie professionnelle pour une incapacité égale ou supérieure à 50 %.

b) si le décès du mari est consécutif à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, (ce cas sera très rare)

Droit de Logement

ont droit : si le mari bénéficiait d'une rente pour accident du travail ou maladie professionnelle basée sur une incapacité de travail au moins égale à 50 %.

CATEGORIE R bis

Mari décédé en ACTIVITE DE SERVICES, ayant accompli de 3 à 14 ANS de services miniers.

Droit au Chauffage

ont droit :

a) si le décès du mari est consécutif à un accident du travail ou à une maladie professionnelle.

b) si le mari était titulaire d'une rente attribuée pour accident du travail ou maladie professionnelle pour une incapacité égale ou supérieure à 50 %.

Droit de Logement

Sans condition

L'Indemnité de Logement

Un arrêté ministériel du 21 Octobre dernier a relevé les taux des indemnités de logement. En application de cet arrêté, la Direction générale du Bassin Nord-Pas-de-Calais a publié un rectificatif à son règlement ; nous en extrayons les passages essentiels qui suivent :

BAREME EN VIGUEUR DEPUIS LE 1er OCTOBRE 1948

1° - Ouvriers et employés non commissionnés

- 450 francs par mois pour les bénéficiaires ayant 0 ou 1 enfant à charge.

- 525 frs par mois pour les bénéficiaires ayant DEUX enfants à charge.

- 600 frs par mois pour les bénéficiaires ayant au moins TROIS enfants à charge.

2° - Employés, cadres administratifs, agents de maîtrise et techniciens commissionnés

- 9.000 frs par an pour l'employé ayant 0 ou 1 enfant à charge.

- 9.900 frs par an pour l'employé ayant 2 enfants à charge.

- 10.800 frs par an pour l'employé ayant 3 enfants ou plus à charge.

Pour les agents en activité, ces taux seront appliqués pour le paiement des périodes postérieures au 1-10-1948.

Pour les agents en retraite dont l'indemnité du 4ème trimestre a déjà été payée pour l'exercice au 1er Janvier-31 Décembre 1948, un rappel de 900, 1.050 ou 1.200 frs pour un ouvrier ou 1.500, 1.650 ou 1.800 frs pour un employé sera effectué dès qu'il sera matériellement possible de la faire.

II - SITUATION DE FAMILLE

Un décret en date du 2 Octobre 1948 remplace la qualité de chef ou soutien de famille des 4ème et 5ème alinéas du Statut du Mineur par celle de MARI ou soutien de famille.

En conséquence, la notion d'agent MARI est à substituer à celle de CHEF DE FAMILLE, dans le règlement actuel.

Par ailleurs, il est indiqué que l'allocation n'est pas due :

... A l'agent dont le conjoint est logé gratuitement par un employeur autre que les houillères ; si le conjoint reçoit une indemnité de logement, le montant de celle-ci vient en déduction de l'indemnité à verser par les houillères à l'agent si celle-ci est plus élevée ; il en est de même si le statut de la profession du conjoint lui confère LE DROIT (même non honoré par son employeur) à logement gratuit ou à indemnité de logement.

SALAIRE MOYEN DEPARTEMENTAL

La qualité de soutien de famille ne pouvant s'attribuer que si les ressources totales des parents sont inférieures à la moitié du salaire moyen départemental, le chiffre de 68.400 frs doit être retenu à partir de 1er Janvier 1949 comme maximum de ce plafond.

Les Bourses des Mines

Nous rappelons que cette chronique est faite pour répondre à toute demande de renseignements concernant l'attribution de ces bourses. Nous engageons tous nos camarades syndiqués et lecteurs que la question intéresse, à user de notre service de renseignements.

Les réponses aux multiples cas qui nous sont présentés et qui peuvent SERVIR à tous, paraîtront dans l'Echo des Mines sous l'indicateur des initiales ou du pseudonyme utilisé suivi du lieu d'habitation.

Les demandes de renseignements sont à adresser à la Centrale des Syndicats Libres, Services des Bourses des Mines, 21, rue Diderot à Lens.

M. M. (FOUQUIERES lez LENS).

DEMANDE : Mon fils a obtenu une bourse des mines pour l'année 1947. Ayant appris que des rappels avaient été effectués pour l'année 1946, et n'ayant rien reçu, pourriez-vous me renseigner sur ce qu'il y aurait à faire pour cela ?

REPONSE : Votre fils a obtenu une bourse des Mines pour l'année 1947 seulement.

Vous n'avez pas touché de rappel pour 1946 parce que, d'après les renseignements que vous m'avez fournis dans votre lettre, votre fils n'a rempli pas, en 1946, la condition de fréquentation d'établissement public prévue aux articles 1 et 6 du règlement d'attribution. Bien que l'établissement privé qu'il fréquentait à l'époque prépare les élèves au baccalauréat permettant l'entrée aux Ecoles d'Enseignement Supérieur reprises au Statut du Mineur.

R. D. (AUCHEL).

DEMANDE : J'ai un fils à qui je voudrais faire poursuivre ses études. Il paraîtrait qu'il faut signer un engagement décennal pour les mines afin d'obtenir une bourse des mines. Pourriez-vous me renseigner exactement sur cette condition ?

REPONSE : Aucun engagement n'est exigé pour les élèves des Cours Complémentaires ou des Lycées et Collèges préparant le baccalauréat. Ces élèves peuvent également bénéficier d'une bourse d'Enseignement Supérieur, c'est-à-dire, pour les élèves fréquentant les Ecoles reprises à l'article 8 du Statut du Mineur, ainsi que pour ceux préparant leur doctorat en médecine.

V. V.

Conformément à l'article 2 du Décret du 6-10-48, les allocations

Imprimerie Coopérative de la Centrale des Syndicats Libres
Le Gérant : J. SAUTY

Le Coin des Jeunes

Nous ne sommes pas à vendre

L'article que nous publions ci-dessous émane d'un jeune mineur exécuté par l'exploitation dont ses frères de travail ont été l'objet lors des grèves célestes de Novembre-Décembre 1947 et d'Octobre-Novembre 1948 dans les mines.

Aujourd'hui, comme il y a un an, durant les grèves politiques, la jeunesse minière a été de nouveau exploitée pour des revendications qui n'avaient pour elle aucune importance capitale.

Combien étaient-ils, les jeunes, dans le mouvement, 48 heures après la déclaration de grève? Mais la C.G.T. voulait à tout prix des jeunes dans les piquets de grève, ainsi que pour coller les affiches, casser des carreaux, empêcher la liberté du travail.

Comme un chien à qui l'on donne un os, on a donné à la jeunesse minière un os composé de loisirs: football (jusqu'à un championnat de grévistes!), jeu de boules, jeu de cartes, des soirées récréatives, de l'argent de poche.

Mais, par malheur, des jeunes qui ne se sont pas soucis du danger et n'ont vu que le côté présent de l'aventure d'aujourd'hui au fond des cellules de prison, pardon de leurs fautes.

Ainsi pour arriver à son but final, la C.G.T. a sali des casiers judiciaires, déshonoré des noms, mis en émoi des familles, mais, pour elle, l'humanité n'a pas de valeur.

Aujourd'hui, jeunes mineurs de la C.F.T.C., en ce coin des Jeunes, c'est à vous que je m'adresse, que lance l'appel suivant:

Il ne faut plus que, demain, nos jeunes camarades du fond et de l'atelier soient entassés au fond des prisons. Il ne faut plus que, demain, la jeunesse soit trompée pour être exploitée. Nous devons devenir des réverbères sur la route, c'est-à-dire que, minoritaires, nous devons éclairer la jeunesse sur le chemin de la vie.

Je sais très bien que la jeunesse minière a des revendications: visite médicale, éducation professionnelle, amélioration du travail, loisirs sains.

Mais ce n'est pas en cassant des carreaux, en matraquant des hommes, en empêchant la liberté du travail que nous obtiendrons

satisfaction, mais, au contraire, en faisant l'union. Union de tous ces jeunes qui, hier, aujourd'hui, demain se dirigent sans savoir, deviennent des non-syndiqués et sont alors mangés comme l'agneau par le loup.

Là où vous êtes, jeunes de la C.F.T.C., soyez à l'avant-garde. Défendez dans vos puits, défendez dans vos puits, dans vos ateliers, les revendications professionnelles. Rassemblez tous les jeunes, même les non-syndiqués, dans des Commissions de Jeunes, car il ne faut plus que demain la jeunesse minière souffre.

Sachez, mes camarades, que le syndicalisme ressemble à une roue et que demain, c'est nous — Jeunes d'aujourd'hui — qui serons appelés à faire tourner cette roue.

Que ferons-nous devant d'autres problèmes encore plus importants si, aujourd'hui, nous n'arrivons pas à faire remonter la jeunesse de l'arrière où elle se trouve?

La jeunesse minière veut et doit vivre libre. Elle doit avancer dans la vie et s'aimer et s'aider; ainsi elle marchera vers sa libération la main dans la main.

Voilà ce que la Jeunesse minière veut et possède!

MAURICE ROCH.
Membre fondateur de la Commission Centrale des Jeunes Mineurs du Pas-de-Calais.

Il faut bien rire, ou... DE L'HUMA... A LA VERITE

Il y a aussi loin que de la coupe aux lèvres.

Nos camarades de Provence se sont tant soit peu amusés à la lecture de l'ECHO DES MINES du 15 octobre dans lequel nous relatons la petite histoire du jardinage nocturne que «l'Humanité», journal du parti communiste, nous a chacun fait, avait publié à l'occasion d'un petit incident de grève qui s'était déroulé dans ce bassin.

Et comme il faut bien rire de temps à autre, voici exactement comment les choses se sont passées.

Disons tout d'abord qu'il était SEPT HEURES DU MATIN....

Une dizaine de grévistes avaient franchi la grille du puits, musette au dos, pour tenter de convaincre les ouvriers au travail de prendre part à la grève, faisant leur petit besoin de débouchage au lavabo comme il se doit.

Le petit «truc» fut rapidement écarté. Devant le refus des ouvriers, nos bons grévistes tentèrent de quitter les lieux, mais les issues étaient gardées militairement, cela leur valut un petit interrogatoire au cours duquel ils bavouillèrent lamentablement.... Il s'en trouva un qui sollicita l'ingénieur «aide et protection» afin de sortir du gupier dans lequel ils étaient fourrés.... Mais, comme disait Lécœur, l'ingénieur «souriait doucement»... et les renvoya au «Pitain» qui les pria gentiment d'attendre la fin du postel.

Eperdu, tournant dans le carreau de fosse pour tenter d'en sortir, un nommé VANNI crut bon de tenter l'escalade du mur d'enceinte à l'aide d'une échelle. Après un coup d'oeil à droite et à gauche, il se décida à tenter le coup mais un garde républicain qui s'en payait une bonne pinte fit les «sommations d'usage».

Le Vanni en question prit «ses jambes à son cou» quand un coup de feu tiré en l'air eut le don de le figer sur place. C'est à ce moment que le «jardinier» dont parlait «l'Humanité» sortit sur le pas de sa porte, accompagné de sa fille qui tenait le bébé de 16 mois.

Il va sans dire que le Kamarade Vanni fut rattrapé tout penaud et conduit au bureau de l'ingénieur; il resta près d'une demi-heure sans pouvoir prononcer une parole.

Le camarade qui nous rapporte la fait aucun non sans ironie: «C'est tout juste s'il ne l'aurait pas évaporé une rose sans épines dans le fond de ses culottes».

Il ne nous dit pas toutefois s'il y eut «constat» par la «revue de calédon» dont parle si facilement le camarade Mari, véritable spécialiste de ces sortes d'«opérations» particulières au temps de grève. Par contre, il nous dit que le camarade Vanni en valait de lui, car il tenait une distinction bien méritée pour ce bel acte de «résistance» ?

C. FURST

DANS LES MINES DE SEL

Election à commission locale de discipline et conciliation

Bulletins blancs ou nuls: 23
Pourcentage d'abstentionnistes: 25 p. cent
Ont obtenu: Liste C.G.T.: Moyenne de 97 v.
La C.F.T.C. n'a pas présenté de candidats.
Les candidats présentés par la C.G.T. sont tous élus.

CONCLUSIONS:
Le personnel n'a pas utilisé le panache et a voté à 95 pour cent pour les listes complètes sans s'occuper de l'homme.

Nous demandons à l'Assemblée Générale du 18 décembre 1948 de se prononcer sur une motion tendant à revenir au scrutin à représentation proportionnelle.

Compte tenu des efforts que nous ferons au cours de l'année prochaine et en considération des résultats ci-dessus, nous aurons, avec un scrutin à la proportionnelle, de très grandes chances de sortir un candidat.

Dans l'ensemble, on peut dire que nos chiffres sont en progression par rapport aux élections de la Sécurité Sociale Minière. Les élections de la Commission Interlocale de Bassin nous donnent de combien. Pour le 9 décembre, pas d'abstentions dans nos rangs. Tout le monde aux urnes.

A. DENIS

MINE DE SEL DE SAINT-NICOLAS:
Nombre d'inscrits: 181
Nombre de votants: 121
Majorité absolue: 95
Bulletins blancs ou nuls: 3
Pourcentage d'abstentionnistes: 35 p. cent
Ont obtenu: Liste C.G.T.: Moyenne de 91 voix
Liste C.F.T.C.: Moyenne de 23 voix

MINE DE SEL DE SAINT-LAURENT:
Nombre d'inscrits: 101
Nombre de votants: 92
Majorité absolue: 51
Bulletins blancs ou nuls: 4
Pourcentage d'abstentionnistes: 9 p. cent
Ont obtenu: Liste C.G.T.: Moyenne de 58 v.
Liste C.F.T.C.: Moyenne de 21 v.

Les candidats présentés par la C.G.T. sont élus.

MINE DE SEL DE ROSIERES-VARANGEVILLE
Nombre d'inscrits: 171
Nombre de votants: 121
Majorité absolue: 87

LES RETRAITES ET L'ALLOCATION D'ATTENTE de 15 pour cent

De nombreux camarades pensionnés nous ont fait part de leur émoi du fait que contrairement à leur attente, il leur est apparu que l'allocation d'attente de 15 pour 100 ne leur était pas DEFINITIVEMENT ACQUISE.

De nombreux camarades pensionnés nous ont fait part de leur émoi du fait que contrairement aux informations qui avaient été données, il leur semblait bien que l'allocation d'attente de 15 pour 100 n'était pas acquise définitivement.

Nous devons les rassurer à ce sujet. Le fait provient de ce que les recettes des finances ont maintenu cette décision suite aux instructions antérieures de la Caisse Autonome. Il ne pouvait en être autrement, le projet de loi portant majoration de 25 pour 100 a été adopté par l'Assemblée Nationale, examiné ensuite par le Conseil de la République et retourné ensuite devant l'Assemblée. Il s'agit de la «navette» nécessaire avant que la loi ne soit officiellement promulguée au Journal Officiel.

Au moment où nous écrivons, la loi n'est pas encore promulguée; elle ne tardera pas à l'être.

Mais, nous le répétons, les 15 p. cent RES-TENT ACQUIS et les prestations de la Caisse Autonome resteront majorées de 25 p. cent.

F.P.

L'allocation spéciale aux employés

(Suite de la 1ère page)

location... A l'inverse, prenons le cas assez rare mais que l'on rencontre tout de même, un agent de maîtrise se retrouvant ouvrier à ses trente années de services en bénéficierait.

Supposons maintenant un ouvrier ayant 30 années de services, et devenant employé ensuite, quelle était l'application de la loi à son égard?

Nous pourrions multiplier les exemples des changements d'emplois, soit par suite de maladie ou blessure, et démontrer par d'autres arguments que l'élimination des agents de maîtrise et employé, ne se justifiait nullement. Ceci explique que, dès la parution de la loi du 1er octobre, notre Fédération des Mineurs C.F.T.C. reprenait d'urgence cette question et la menait à bonne fin.

C'est ainsi que nous alertons immédiatement notre camarade Louis BEUGNIEZ, Président de la Commission du Travail de l'A.S. semblée nationale en lui demandant le dépôt d'urgence d'un projet de loi rectifiant celle du 1er octobre dans un sens plus libéral et DEFINITIF.

Au cours de plusieurs entretiens avec Louis Beugniez, le Bureau de la Fédération Nationale obtenait plus qu'une assurance, mais la certitude que le projet serait déposé dès la rentrée du Parlement. Entre temps, le Bureau Fédéral poursuivait ses démarches pour obtenir des Ministres intéressés qu'il ne soit pas fait opposition au projet.

C'est ainsi qu'après une ultime discussion avec Louis Beugniez, nous aboutissons à la rédaction définitive du texte qui fut soumis sans retard au Parlement avec demande de discussion d'urgence. Après un vote rapide et favorable de la Commission de la Production Industrielle, l'Assemblée votait le texte à l'unanimité; JUSTICE ETAIT RENDEUE.

Il se sent que l'on raconte ici ou là que cette loi fut l'oeuvre de X... ou de Z... En ce qui nous concerne, nous rendons à César ce qui appartient à César... Nous ne pouvons que nous féliciter d'avoir fait en sorte que la JUSTE revendication des employés aboutisse rapidement.

Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir afin de faire disparaître ce que nous avons toujours considéré comme une injustice. Nous avons d'ailleurs été assez accusés de réclamer en faveur d'une catégorie de camarades que l'on appelle, et certaines circonstances, des INUTILES.

Félix PIERRAIN

Notre Grande Famille...

NAISSANCES

Nous apprenons avec joie la naissance de: Jean-Claude, au foyer de Augustin GODART de la section de Bruay-en-Artois.

France, au foyer de Charles DECARIE, secrétaire de la section d'Houdain.

Claudia, au foyer de Claude CHEVALIER, de la section de Noyelles-Godault.

Jean-Pierre, au foyer de Pierre HERMANT, de la section de Noyelles-Godault.

Francis, petit-fils de René LEFEBVRE, des agents de maîtrise de la concession de Béthune.

Wiolletta, au foyer de Bruno LAGIER, de la section de Sallaumines.

Gabrielle, 5ème enfant au foyer de Paul GRATTAPANCHE, de la section des Employés d'Aniche.

Elisabeth, 5ème enfant au foyer de Antoine WEPPE, de la section des employés d'Auchel.

Germain, au foyer de Raymond DEMAILLY, de la section de Chocques.

Collette, au foyer de Denis PARENT, des mécaniciens d'traction de Calonne-Ricourt.

Jeanine, au foyer de François KRAPPA, de la section polonoise de Divion.

Félix, au foyer de François FERT, de la section polonoise de Divion.

Patricia, au foyer de Jean FROMENTIN, de la section des employés de Courrières.

Robert, au foyer de M. TROUCHE, du syndicat du Groupe Sud du Bassin des Cévennes.

Jacques, au foyer de André DESPRET, de la section de Libercourt.

Jean-Claude, au foyer de Alfred DACQUIGNY, de la section de Wingles.

A nos camarades, aux vaillants mamans, nous adressons nos vives félicitations et à chacun des petits nouveaux-nés, nos meilleurs vœux.

MARIAGES

De Boleslas MUSIAL, de la section polonoise d'Harnes avec Mlle Blanche GERNART.

De Raymond DELECROIX, des agents de maîtrise de la concession de Béthune avec Mlle Marie LEGRAND.

De Denise LOISON, des Employés de la concession de Béthune, avec Claude BIGUET militant ouvrier de la section de Bully-les-Mines.

De Gustave DELANNOY, de la section de Sallaumines avec Mlle Pierrette MOUTON.

De Albert MAIBESIN, de la section des Ateliers Centraux de Wingles avec Mlle Alfred ONRAEDT, de Lens Fosse 8.

De Simone ALLARD, fille d'Eugène ALLARD, secrétaire de la section de Lens fosse 13, avec Louis DELPLANQUE.

De Auguste PIERREPONT, de la section des Employés d'Aniche avec Léon LENGET.

De André RECOLLE, de la section de Courcelles-Lens, avec Solange DUMARQUEZ fille d'Henri DUMARQUEZ, de la même section.

Que ces jeunes foyers de travailleurs voient bien trouver ici nos vives félicitations et l'expression de nos meilleurs vœux de bonheur et de prospérité.

DECES

Nous apprenons avec peine le décès de: Bernard GONTHIER, âgé de 1 an, fils de

Raoul GONTHIER, responsable de l'hôpital Ste-Barbe de Bruay-en-Artois.

Madame Vve Pierre DEROME, née Joséphine DELATTRE, tante et marraine de notre camarade Arcade, de la section des employés retraités de Bruay-en-Artois.

Madame Xavier CARTON, mère de Augustin CARTON, secrétaire de la section des employés retraités de Bruay-en-Artois.

Clovis PRUVOST, de la section des pensionnés de Noyelles-Godault et père de Marcel PRUVOST, de la même section.

Marie POULAIN, sœur de Louis POULAIN de la section des Employés d'Aniche.

Daniel MASTIN, fils de Mme Mastin-Car-bonnier, de la section des employés de Dro-court.

Robert COILLOT, frère de Alfred COILLOT militant de la sect. des Employés de Dourges.

Octave DELORY, père de Vital DELORY, de la section des mineurs d'Auchel.

Marie MORLEGHEM, épouse de H. m. LE-CAILLER, de la section des Ateliers Cent-raux d'Auchel.

Madame Honorine AUDIBERT, Vve Elise LEFEBVRE, membre pensionnée de la section de Méricourt-Lens.

Jules GORIN, des employés retraités de Courrières.

Jean-Baptiste CANIVEZ, père de Marc-ean de la section de Fouquière-Lens et grand-père de Louis, des Employés de Courrières.

Madame Noémie CARTON, épouse de Clé-ment CORDONNIER, membre pensionné de la section de Divion, mère de Lucien CORDONNIER et belle-mère de Marcel VANTHOUR-NOUT.

Aux familles éprouvées, nous adressons l'ex-pression de nos chrétiennes condoléances.

Morts pour la France

Maxime QUEVY, Caporal-Chef au 4ème Bataillon de chars de combat.

Croix de Guerre, Mort pour la France le 15 mai 1940, frère de Pierre QUEVY, de la section des Employés d'Aniche.

Raymond MAILLARD, soldat au 127ème R. L., Croix de Guerre, étoile d'Argent, Médail-le Militaire, mort au Champ d'Honneur le 10 juin 1940 à PERTHES, fils et frère de nos camarades MAILLARD, des mineurs d'Au-chel.

Dimanche 5 Décembre ont été célébrés à Amettes, son village natal, les funérailles officielles d'Arthur SAUTY, mort pour la France le 13 mai 1940 à DEVILLE (Ardennes).

Soldat au 3ème Bataillon de mitrailleurs, médaillé militaire, frère de Joseph SAUTY et beau-frère de Victor DUFOUR, sec. édi-teur-permanent du Groupe d'Auchel, Arthur SAUTY était avant-guerre, militant de la Fédération de Paris.

Nous renouvelons aux familles l'expression de nos chrétiennes condoléances.

Distinction

Nous avons le plaisir d'apprendre que notre camarade Germain HAVET, de la section des Employés de Courrières vient de recevoir la Médaille des Compagnons de la Libération.

Nos plus vives félicitations.

BASSIN DES CÉVENNES - Groupe Sud

Réunion générale

Les travailleurs de la mine Groupe Sud et D.G.M. réunis en Assemblée Générale le dimanche 21 Novembre, ont adopté à l'unanimité la résolution suivante:

Après examen de la situation actuelle et après avoir entendu l'exposé des responsables sur l'activité de la Commission Exécutive.

CONSTATE que l'attitude des Fédérations a répondu au sentiment des syndiqués chrétiens par l'action locale qu'elles ont menée.

FIDELITE à la position constante de la C.F.T.C. ET A LA DOCTRINE qui l'anime. Les Travailliers de la Mine déclarent que le syndicalisme chrétien sera toujours prêt à participer à l'élaboration et à la réalisation d'un programme de revendications professionnelles en liaison avec les organisations qui acceptent cette collaboration en toute loyauté, en dehors de toutes considérations d'ordre politique.

L'Assemblée CONSTATE que les Fédérations et Syndicats C.F.T.C. sont dignes de la confiance

de des travailleurs, restant la défense des Libérés: «Liberté du droit de grève et Liberté du Travail».

L'Assemblée unanime RENOUVELLE SA CONFIANCE au syndicalisme libre. APPELLE les travailleurs de la mine à rallier les rangs de la C.F.T.C. avec laquelle ils sont assurés de rester fidèles aux véritables traditions du syndicalisme et aux intérêts supérieurs de la Classe Ouvrière et du Pays.

Les adhérents prennent ensuite part au vote pour l'élection du Conseil Syndical. Sont élus: OUVRIERS: MM. ARTIGUES, MARC, BONNET, CARBON, MARCINNES, FORT.

EMPLOYES ET CADRES: MM. CHAPON, OLLIER, FOURNIER, VERNET, CHABON, NEYRE, RIEU, GOURDON, JOLIVET.

CHAPON, prenant ensuite la parole pour tirer les conclusions, après avoir insisté sur l'action Fédérale, conclut:

Le syndicalisme chrétien reste libre et indépendant, il reste réfractaire à l'ingérence politique.

d'où quelle vienne. Il poursuit sa tâche avec énergie et sagesse.

Les méthodes employées par nos syndicats et fédérations ont été et sont capables de continuer l'œuvre d'émancipation de la classe ouvrière, notre action à la fois constructive et revendicative continue, les rapports et discussions viennent de le prouver clairement.

Les syndicalistes chrétiens refusent de devenir des esclaves obéissant les yeux fermés aussi bien aux exigences des capitalistes qu'aux gouvernements qui organisent et appliquent des systèmes économiques anti-sociaux portant atteinte à notre dignité.

La lutte commune pour exiger notre droit à l'existence et défendre toutes nos libertés est engagée de toutes parts, le combat devient plus âpre, la moindre faiblesse serait préjudiciable et compromettrait la victoire.

NOUS AVONS DONC LE DEVOIR

d'apporter chacun notre contribution à l'action permanente engagée, soutenir les responsables des syndicats et fédérations, ce qu'il faut encore est discuter dans nos assemblées en évitant de critiquer à l'aveugle.

Ce que nous allons faire c'est tenir notre place bien simplement et loyalement dans nos secteurs respectifs en HOMME LIBRE, en SYNDICALISTE CONSCIENT se sera la meilleure propagande au service de la classe ouvrière.

Conseil d'Administration de la Caisse de Secours

Les adhérents du syndicat des Mineurs, Employés et Cadres des Mines en Bon de maladie pendant la période de la grève peuvent s'adresser aux administrateurs de la Caisse de Secours de la C.F.T.C. pour la période de la grève illimitée qui leur avait été imposée.

Remerciements

Les mineurs adhérents à la C.F.T.C. remercient toutes les personnes qui en participant à la campagne de solidarité ont permis à leur foyer de traverser la période de la grève illimitée qui leur avait été imposée.

Les admis à la retraite de la Caisse Autonome

FORMULE B Ouvriers mineurs

ADMISS

Bourgeoisien Adrien, Chaliguy (M. et Moselle), 15, 10 - Pascal Léon, Brabain-la-Ville (M. et Moselle), 20, 18 - Lambremont Arthur, Mon-ne, 21 - Anouvier Adrien, Naazere (Seine), (Seine), 17 - Mazars Augustin, St-Ouen (Seine), 17 - Boyer Justin, Paris (Seine), 17, 15 - Lévêque Léonard, Elbeuf (Seine Inf.), 21, 18 - Milot Charles, Dommarin (Hte-Marne), 21 - Soufflet Honoré, Montceau-les-Mines, 19 - Dabianc Julien, Decazeville (Aveyron), 19 - Granier Armand, Decazeville (Aveyron), 19 - Tourakis Michel, La Fare les Oliviers (E.D.R.), 18 - Raymond Hippolyte, Barre (B.D.R.), 16, 11 - Michel Jules, Aubagne (B.D.R.), 15, 15 - Argandau Théophile, Moutier d'Abaux, (Creuse), 21, 14 - Faucher Paul, St-Césaire-les-Mines (Gard), 15, 14 - Lalais Paul, Alès (Gard), 16, 12 - Guesnou Brahim, Grand-Com-be (Gard), 15, 5 - Boudet Augustin, St-Martin de Valpurgues (Gard), 25 - Girbois Fran-çois, Barjac (Gard), 22, 6 - Jarlet Moïse, Caux (Hérault), 22, 22 - Ruiz Miguel, Le Bousquet d'Orb (Hérault), 24, 22 - Mas Antoine, Le-puy-de-France (Hte-Loire), 29, 19 - Orvai Jean, Pigeac (Lot), 22, 21 - Derache Charles, Villeneuve-la-Garenne (Seine), 19, 15 - Curille Paul, Paris (2ème), 21, 18 - Dessinges Al red, Fan-tin (Seine), 21, 23 - Pouyet Arthémon, Elaye (Tarn), 23, 19 - Faupel Edouard, Paris (6ème), 22, 22 - Mohamed Ben Ahmed El arach, Diver-sur-Mer (Calvados), 15, 15 - Bigré Louis, La-Machine (Nièvre), 15, 14 - Gissel Joannis,

Saint-Etienne, 27, 23 - Bouteille Marie, Le-Martinet (Gard), 27 - Zanoletti Giovanni, Bourneville St Pierre (Hte-Loire), 20, 8 - Gré-goire Joseph, Saint-Etienne, 21 - Ebrayat Au-gustin, Saint-Etienne, 23 - Barck Bea Moha-el, Saint-Etienne, 24, 24 - Bonnet Jean, Tain l'Her-milage (Drôme), 29, 2 - Vauquelles Marc-ear, St-Cloud (Seine et Oise), 22, 22 - Laurent Désiré, Paris (9ème), 23, 23 - Evesque Ma-rie-Rose, Foussignargues (Gard), 13 - Bouffé, set Marie-Emilie, Graissessac (Hérault), 23 - Reiwier Thomas, Saint-Etienne, 21, 21 - Busy, Gabriel Eugène, Carmaux (Tarn), 19 - Grégoire Joannis, Saint-Etienne, 25, 12 - Altaville Clément, St-Rambert-sur-Loire (Loire), 17, 9 - Ponsot Pierre, Montceau-les-Mines, 21, 18 - Cubizolle Marcelle, Limoges (Hte-Vienne), 17 - Thorel Clotaire, La-Motte-d'Auvellans (Isère), 21, 20 - Assie Elol, Le Garric (Tarn), 20, 16 - Manenti Secondo, Piennoes (M. et Mo-selle), 27, 26 - Dardelin Claude, Dijon (Côte d'Or), 16, 15 - Durand Raymond, Car-caux (Tarn), 28 - Morets Etienne, Rueil-Malmaison (Seine et Oise), 22, 22.

REJETS
Degudière Henri, Paris (5ème), 14, 13 - Vis-sac Pierre, Plaine-de-Von (Hte-Loire), 13, 13

Ouvriers ardoisiers

ADMISS

Prignon Octave, Fumay (Ardennes), 23, 23 - Gassier Henri, St-Saturnin-du-Limet (Mayenne), 24 - Le Moal Guillaume, St-Hermin (Finistère), 26 - Villenne Paul, T. 2. 2. 2 (M. et Loire), 17, 2.

Ouvrier des bauxites

ADMISS
Dijet Ferhat, Le-Luc (Var), 21, 21

CATEGORIE R bis
veuves d'ouvriers mineurs

Fougie, Vve Robert Léon, Chaliguy (Meurthe et Moselle), 13 ans - Couturier Raymond, Vve Debien Jean, Deneuille-les-Mines (Allier), 13 ans - Begot Alice, Vve Beguy Jules, Lonchamp (Haut-Saône), 13 ans - Tournier Félicie, Vve Marty Auguste, Treban (Tarn), 5 ans - Lou-chet Catherine, Vve Vivereux Antoine, Fir-i (Loire), 11 ans - Mexique Albertine, Vve Lemoine Marcien, Dombasle (Meurthe et Moselle), 9 ans - Custes Anais, Vve Sal res Joseph, Firmy (Aveyron), 14 ans - Mar-Augustine, Vve Crivet Auguste, Gagnères (Gard), 12 ans - Talarczyk Wladyslaw, Vve Kasperki François, Piennoes (Meurthe et Moselle), 14 ans - François Berthe, Vve Papier Florent, Fiennoes (Meurthe et Moselle), 12 ans - Vergnole An-na, Vve Espargillière Jean, Biaye-les-Mines (Tarn), 4 ans - Stiller Gertrude, Vve Antin Antoine, Roche-la-Molière (Loire) 5 ans - Concoron Jeanne, Vve Joubert Pierre, La-Ricari-rie (Loire), 6 ans - Leroy Marie, Vve Can-teloup Henri, Flammerville (Manche), 12 ans - Rollière Angeline, Vve Martin Lucien, Roche-la-Molière (Loire) 9 ans - Sarraz Louise, Vve Dubois Léopold, Saint-Ambroix (Gard), 11 ans - Daubisse Marie, Vve Bonnet François, Saint-Yrieix-la-Perche (Haute-Vienne), 11 ans - Ja-lot Marie, Vve Glayze Jules, Navarrelles (Gard) 6 ans - Bouteille Louise, Vve Cassan Eugène, Ba-cles-Plaines (Tarn), 10 ans - Chugnot

Jenny, Vve Georges Alfred, Villard (Loire), 7 ans - Charmais Eugénie, Vve Pourque An-toine, Boulogne-sur-Seine (Seine), 4 ans - Re-duron Catherine, Vve Mutti Henri, Bézenet (Al-lier), 12 ans - Couderc Jeanne, Vve Thina-clin Charles, Barthelme (Meurthe et Moselle), 6 ans - Tenet Marie, Vve Cuzin Louis, Commanay (Isère), 12 ans.

REJETS
Gautron Elise, Vve Caudrin Ferdinand, Roche-treux (Vendée) - Mahieu Marie, Vve Rou-seaux Jules, 62 rue Leinatz, Paris - Jourdain Hélène, Vve Moreire Louis, Cléty-le-Patry (Calvados) - Billot Marie, Vve Courty André, Drancy (Seine) - Toussaint Tassadit, Vve Said Bel Kacem, Ministère de l'Intérieur Paris.